

J'ai déjà vigoureusement soutenu, parce que pour apporter effectivement quelques secours dans cette région, il faut obtenir l'assistance et la coopération des autorités nigériennes. Nous pouvons ne pas aimer cela et souhaiter qu'il en soit autrement, mais telle est la situation.

Au cours des audiences du comité, on a fait valoir clairement qu'il faudrait fournir d'ici la fin de l'année environ 3,000 tonnes d'aliments par jour. Il n'y a pas de moyen possible de transporter au Biafra par air autant de matériel et il n'y a réellement aucun moyen de résoudre le problème du transport de secours grâce à un corridor terrestre sans l'approbation des autorités nigériennes.

Nous avons entendu parler de la détermination des Biafrais de poursuivre le combat. Je puis vous assurer, fort de l'expérience que j'ai acquise aux Nations Unies, que le camp nigérien est tout aussi déterminé à mettre une fin heureuse, de son point de vue, à cette guerre civile. La pierre de touche de notre politique étrangère n'est pas de satisfaire le désir humanitaire des Canadiens qui se croient moralement obligés d'aider les Biafrais; comme l'a dit John Kennedy, elle est dans son utilité pratique.

Il n'y a pas de doute, les Nigériens veulent poursuivre la guerre à outrance. Ont-ils tort ou raison? Il ne nous appartient pas, à mon avis, de prononcer de jugement moral à cet égard. D'après le critère de l'utilité pratique, je crois que le gouvernement canadien a fait autant que les autres gouvernements, dans la mesure du possible. La seule chose que je reprocherais au ministre et à la politique du gouvernement canadien c'est la faiblesse de nos explications pour mettre les Canadiens au courant de cette politique; nos relations extérieures ont laissé à désirer. Mais je ne crois pas que les Canadiens prendront en dernier ressort comme critère de la politique extérieure du Canada ses relations publiques. Je ne crois pas qu'ils souhaitent une politique extérieure dominée par le concept de relations publiques. Je ne crois pas qu'ils veulent voir nos politiciens adopter des poses futiles en matière de politique étrangère. Ce qu'ils veulent, c'est un gouvernement efficace qui réussisse sur deux plans: le renforcement des règles de conduite internationale, et l'aide à ceux qui sont moins fortunés que nous. C'est un gouvernement comme cela, une politique étrangère comme cela que nous avons actuellement.

[M. Roberts.]

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de participer au débat comme je l'ai été de prendre part aux délibérations du comité au cours d'une des séances les plus instructives et les plus fructueuses qui aient été tenues à la Chambre par n'importe quel comité. De même j'ai apprécié le travail que ce comité a accompli. Mais je suis aussi reconnaissant d'avoir cette occasion, étant donné que j'ai passé la plus grande part de ma vie en Afrique et que je connais très bien le pays. J'en connais l'histoire et les différences tribales qui ont abouti à la situation actuelle. Savoir qu'au moins 30 députés ont participé aux délibérations du comité et qu'ils ont été renseignés sur la situation au Nigéria comme ils n'auraient jamais pu l'être, me paraît extrêmement important et intéressant.

• (6.40 p.m.)

La jeune Afrique a connu plus que sa part de guerres ces dernières années, depuis le mouvement Mau-Mau jusqu'aux carnages de la sécession congolaise. Mais je doute qu'il y ait jamais eu de parallèle à ce qui se passe actuellement au Nigéria en souffrances, en rancœurs et en désespoir qu'une solution viable intervienne sans massacre pur et simple. Voilà où en est le Nigéria dans lequel nous placions tant d'espoirs il y a huit ans à peine. On le montrait en exemple au monde comme une colonie mûre pour l'autonomie. Sir Alec Robertson, dernier gouverneur du Nigéria et un de mes amis personnels—je l'ai connu en Éthiopie, au Soudan et plus tard au Nigéria—a eu la tâche de préparer le Nigéria à l'indépendance. Il me disait souvent que le Nigéria était peut-être le seul pays d'Afrique dont on pouvait espérer voir sortir un jour un État démocratique stable, car la manière dont il avait été administré—nous n'avons pas le temps de nous occuper de cela aujourd'hui—avait préparé ce pays à se gouverner lui-même mieux qu'aucune autre colonie.

A l'heure actuelle, les Ibos, race prodigieuse, croient défendre leurs vies contre leurs tribus sœurs, les Haoussas et les Yoroubas essentiellement, avec qui ils se sont unis pour former la Fédération il y a huit ans. Et à propos de la situation actuelle, il est intéressant de noter que ce sont les Ibos qui ont mené la lutte de la Fédération; ce sont eux qui ont lutté le plus pour la Fédération. La partie septentrionale ne voulait pas l'accepter et les Yoroubas dans l'Ouest n'étaient pas tel-